

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

XPO TANK CLEANING NORD FR

71 rue Ampère
ZAC de l'Aufresne
44150 ANCENIS-SAINT-GEREON

Références : N3-2022-1058-Rapportinspection
Code AIOT : 0006307949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FR implanté 71 rue Ampère ZAC de l'Aufresne 44150 ANCENIS-SAINT-GEREON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING NORD FR
- 71 rue Ampère ZAC de l'Aufresne 44150 ANCENIS-SAINT-GEREON
- Code AIOT : 0006307949
- Régime : Autorisation

L'établissement est le lavage de fûts, conteneurs et citernes de matières alimentaires (déchets non dangereux) ainsi que quelques citernes ayant contenu des produits de nettoyage d'industries agro-alimentaires, sous couvert de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Visite de surveillance périodique inscrit au Plan de Pluriannuel de Surveillance de l'inspection des installations classées axée sur la traçabilité de l'activité et de la gestion des risques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations de combustion	Autre du 03/08/2018, article Antériorité	/	Sans objet
5	Risques de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Chapitre IV	/	Sans objet
8	Traçabilité de la gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative, Conformité des installations	Autre du 04/12/2014, article Antériorité	/	Sans objet
3	Prévention des risques	Code de l'environnement du 04/10/2010, article L. 181-14	/	Sans objet
4	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Chapitre III	/	Sans objet
6	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 à 3 et annexe	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est bien tenu et les enjeux principaux sont correctement appréhendés, traçabilité des déchets, traitements des effluents. Toutefois, quelques remarques sont à prendre en compte, par exemple le suivi des effluents et les justificatifs de leur traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, Conformité des installations

Référence réglementaire : Autre du 04/12/2014, article Antériorité
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Classement et consistance des installations
<p>Rappel de la situation (Récépissé antériorité du 02/12/14) – L'établissement bénéficie d'un accusé réception de déclaration d'antériorité délivré le 02/12/14 pour l'exploitation d'une installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de matières alimentaires (déchets non dangereux) ainsi que quelques citernes ayant contenu des produits de nettoyage d'industries agro-alimentaires sous couvert de la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées et compatibles avec le traitement des effluents en place. La quantité d'eau mise en oeuvre étant supérieure à 20 m³/j.</p> <p>Constats – L'exploitant a déclaré un changement de raison sociale, la société SONECOVI NORD, filiale de NORBERT DENTRESSANGLE, (antérieurement ANCENIS LAVAGES SERVICES jusqu'en 2006) aujourd'hui devenue XPO TANK CLEANING NORD FRANCE (lettre au préfet du 05/01/16).</p> <p>Par courrier du 18/01/22 adressé au préfet, l'exploitant réitère sa sollicitation du bénéfice des droits acquis pour ses installations de combustion à la suite des modifications de la nomenclature des installations classées introduites par le décret 2018-704 du 03/08/18. L'évolution évoquée a abaissé le seuil de la déclaration à 1 MW au lieu des 2 MW antérieurement. Avec une puissance thermique installée de 1,9 MW, l'établissement relève désormais du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2910-A-2.</p> <p>L'établissement dispose de 2 chaudières fonctionnant au fuel, en l'absence de distribution de gaz de ville dans sa zone d'implantation. La première de 0,7 MW remplacée en 2016 pour la production de vapeur et la seconde de 1,2 MW en 2018 pour l'eau chaude.</p> <p>L'exploitant déclare également la suppression d'un portique de lavage dont la ligne continue à être exploitée pour le nettoyage de bacs des industries agro-alimentaires.</p> <p>Ces évolutions signalées nécessitent d'être prises en compte dans une mise à jour de la situation administrative de l'établissement.</p> <p>Un donner acte est proposé en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations de combustion

Référence réglementaire : Autre du 03/08/2018, article Antériorité
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2910
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions applicables aux installations de combustion sous le régime de la déclaration
<p>Constats – Les installations de combustion font l'objet de contrôles périodiques par un intervenant extérieur spécialisé. Jusqu'à présent, il ne s'agissait pas du contrôle lié au classement sous le régime de la déclaration mais des émissions et des rendements . Pour l'année 2021, les rapports de contrôles montrent les résultats suivants :</p> <p><u>Pour la chaudière vapeur (0,7 MW)</u> – Avec un fonctionnement à sa puissance nominale les émissions sont de : O₂ = 5,3 ppm, CO = 17 ppm et NO_x = 151 ppm avec un rendement qui s'établit à 87,3 %.</p> <p><u>Pour la chaudière eau chaude (1,2 MW)</u> – Avec un fonctionnement à sa puissance nominale les émissions sont de : O₂ = 4,7 ppm, CO = 29 ppm et NO_x = 109 ppm avec un rendement qui s'établit à 95,8 %.</p> <p>Selon les dispositions de l'article 4 du décret 98-817 du 11/09/98, relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW, le rendement minimum des chaudières s'établit à 89 %. Par conséquent, le rendement de la chaudière vapeur est insuffisant. L'exploitant doit engager une phase d'entretien visant à atteindre le seuil évoqué.</p> <p>Chacune des chaudières est installée dans un local indépendant des zones de travail et dispose de leur cuve de fuel de 1 200 l double peau changées il y a moins de 3 ans. Ces équipements sont isolés, ils ne sont pas dans des voies de circulation des engins de manutention.</p> <p>L'inspection rappelle que les dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/10/2010, article L. 181-14
Thème(s) : Risques accidentels, Construction - Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le récépissé du 02/12/14, qui a accordé le bénéfice des droits acquis, a listé les textes réglementaires applicables à l'établissement, rappelés ci-après: <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; • l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (A noter que l'essentiel des dispositions générales de prévention des risques fixées par cet arrêté ne s'appliqueront qu'à compter du 01/07/23) ; • l'arrêté ministériel du 29/02/12, abrogé et remplacé depuis le 01/01/22 par l'arrêté ministériel du 31/05/21 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Par ailleurs, la rubrique 2795 de laquelle relève l'établissement n'est pas réglementée par un texte spécifique de portée nationale.

Dispositions constructives – Le bâtiment d'exploitation comprend 4 lignes de lavage : 2 lignes de lavage des intérieurs de citernes, une ligne de lavage des extérieurs des ensembles routiers et une ligne de lavage de bacs des industries agro-alimentaires. La chaudière d'eau chaude est située à l'intérieur du bâtiment, isolée dans un local de murs en parpaings et la chaudière vapeur est dans un local dédié adjacent au bâtiment.

Le bâtiment de production est distant des limites de propriété d'au moins 15 m.

Conditions d'exploitation – De nombreuses règles générales relatives à la sécurité et à la gestion de l'établissement sont appliquées, notamment :

- Le contrôles des installations électriques (rapport et Q18 délivrés par l'APAVE le 03/02/22 présentés). **Par contre, l'exploitant doit veiller à prendre rapidement en compte les remarques de l'organisme ;**
- Les contrôles des exutoires de fumées et des blocs d'éclairage (rapports de SCUTUM INCENDIE du 23/08/22 transmis) sont effectués selon la périodicité annuelle requise. **Par contre, les rapports de contrôle ne sont pas conclusifs, l'organisme ne se prononce pas sur la conformité des équipements ;**
- Connaissances de la nature des risques (quantités, étiquetage des produits utilisés...). Les FDS sont disponibles et connues et les produits sont étiquetés ;
- L'état des stocks est réalisé toutes les semaines auquel s'ajoute un inventaire mensuel des salariés. Il ressort à 1 675 l de produits de nettoyage stockés dans des conditionnements placés sous abri, en dehors des ateliers de lavage ;
- Moyens d'intervention en cas d'accident sont en adéquation avec les risques identifiés : des extincteurs en interne dont le contrôle périodique est effectué (vérifié par sondage) et la présence d'un poteau d'incendie à proximité d'une des entrée de l'établissement. **Même s'il s'agit d'un équipement public, il est nécessaire que l'exploitant en connaisse les caractéristiques dynamiques afin d'évaluer la conformité de sa défense incendie**
- Le plan des réseaux a été transmis en version informatique ;

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de mettre en place le confinement des eaux d'extinction.

Il est également demandé à l'exploitant de mettre à la disposition des services de secours les éléments caractéristiques du site (plan des locaux, signalisation des zones à risques...) pour faciliter leurs éventuelles interventions sous la forme la plus efficiente pour les pompiers (transmission des éléments, affichage, documents sur place...).

Observations : Comme indiqué, le site n'étant pas réglementé par un texte spécifique ni de portée nationale, les éléments précédents restent des observations qui visent à améliorer la gestion du risque incendie de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Chapitre III
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conditions de prélèvements
<p>Consommation de l'eau – L'eau utilisée pour les lavages intérieurs des citernes et extérieurs des ensembles routiers provient uniquement du réseau AEP. Il s'agit des seuls usages de l'eau du site en dehors des usages sanitaires.</p> <p>Les relevés de consommations sont journalières avec des reporting mensuels et annuels. Ainsi, la consommation moyenne journalière du mois de septembre s'établit à environ 27 m³/j sur une base de 22 jours ouvrés et la consommation 2021 ressortait à 10 860 m³.</p> <p>Les mesures techniques habituelles sont en place (haute pression, buses rotatives multidirectionnelles...).</p> <p>Protection du réseau – L'établissement est équipé d'un disconnecteur récemment mis en place (février 2021). L'inspection des installations classées a demandé que cet équipement soit contrôlé selon la périodicité requise, par défaut annuelle.</p> <p>Sécheresse – Hormis, la mesure générale d'arrêt des lavages extérieurs des véhicules, l'exploitant indique avoir ralenti son activité pendant la crise sécheresse de cet été, en particulier en refusant les opérations de lavage les plus consommatrices d'eau. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évaluer et de lui transmettre la réduction de sa consommation associée aux mesures prises.</p> <p>Pour aller au-delà dans la réduction des consommations en périodes de crise, l'exploitant déclare qu'il serait nécessaire d'arrêter l'activité car le matériel est ancien et le recyclage de l'eau est difficile pour des questions sanitaires et techniques (réseaux et équipements).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risques de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Chapitre IV
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conditions de traitement des effluents
<p>Traitement interne de l'eau – Les eaux industrielles (lavages intérieurs des citernes) sont adressées à une station d'épuration interne qui procède à un premier traitement (flottation (injection d'air sous pression) + hydrolyse (agitation) + réacteur biologique). Cette station a rejeté en septembre en moyenne 37 m³/j (une fourchette comprise entre 7 et 44 m³/j). Son rejet n'est pas continu mais le dispositif assure une alimentation continue et régulière du réacteur biologique. Des injections de capteur d'odeurs sont réalisées en continu en raison de plaintes parvenues il y a quelques années. Ses rejets sont surveillés selon les paramètres T°, pH, DBO, DCO, MES, N, Pt et HCT.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à ce que les résultats des analyses effectuées au cours de l'année 2022 par un laboratoire certifié lui soient transmis.</p> <p>Cette installation est considérée comme un pré-traitement, préalable au raccordement à la STEP communale.</p> <p>Traitement externe de l'eau – L'exploitation est déléguée à VEOLIA, également exploitante de la STEP communale. XPO dispose d'une convention de raccordement ancienne et en cours de révision et d'un contrat d'assistance technique enregistré le 13/05/19. VEOLIA procède à des contrôles journaliers du fonctionnement de STEP et ajuste les paramètres de sa gestion au besoin de la STEP communale.</p> <p>XPO déclare que l'intégralité du dispositif est sous le contrôle de VEOLIA sans être en mesure de justifier de sa conformité.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que XPO reste responsable du traitement de ses effluents jusqu'à leur élimination finale. Ainsi, en cas de sous-traitance,</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'exploitant doit disposer d'une convention de raccordement à jour (plus précisément d'une autorisation de raccordement accordée par l'exploitant de la STEP réceptrice) ; ➤ cette convention doit fixer les caractéristiques (débit, flux et concentrations des rejets) et l'exploitant doit être en mesure de justifier la conformité de ses effluents ; ➤ en retour, l'exploitant doit disposer des justificatifs qui attestent que la STEP est techniquement apte à traiter les eaux industrielles de XPO ; ➤ l'exploitant doit également disposer des performances de la STEP communale et des résultats de ses rejets (qui montrent que les effluents sont traités correctement). <p>Ainsi, compte-tenu du peu d'éléments mis à disposition, l'inspection des installations classées considère que XPO ne maîtrise pas le devenir de ses effluents.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
Rappel de la situation (inspection du 07/12/15) – L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de faire réaliser une analyse de risque foudre par un organisme compétent en application de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de mener, le cas échéant, l'étude technique prévue à l'article 19 sous 3 mois. Constats – L'exploitant déclare avoir fait réaliser l'ARF mais n'a pas été en mesure de la présenter, cette dernière étant archivée à la direction HSE du Groupe. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer (par voie électronique) le rapport de cette étude en précisant les travaux réalisés si elle appelait des suites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1 à 3 et annexe
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Actualisation des garanties financières
Dans le cadre de l'action nationale 2022 de l'inspection des installations classées relatives aux garanties financières, XPO a transmis le calcul du montant des garanties financières liées à son établissement. Le montant calculé ressort à 20 814,22 €, soit très inférieur au seuil d'exigibilité de leur constitution. Le calcul du montant des garanties financières comme la proposition de l'exploitant de ne pas les constituer n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées demande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité de la gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité de la gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tenue à jour des registres de suivi des déchets entrants et sortants
Constats : Les procédures d'Information préalable et d'acceptation préalable à l'admission des déchets sont en place (présentées et commentées). L'accueil des citernes suit une procédure (présentée pendant la visite) qui comprend l'examen des documents de transport (certificat CMR), dont la lettre de voiture, le dossier transporteur (FIPA), la commande de lavage. A défaut, l'opération de lavage est refusée ou mise en attente de l'obtention des justificatifs requis. La base de données regroupe toutes les opérations réalisées (SIAP) et comporte notamment la liste des codes produits, régulièrement mise à jour, dont le lavage des citernes ne peut pas être réalisé sur le site. Quatre simulations ont été faites avec des produits chimiques de la liste interdite affichée à proximité du poste opérateur et seulement deux d'entre-eux ont été bloqué, dont l'éthylène. Il apparaît donc que le logiciel est perméable et nécessite d'être mis à jour. Les boues de la STEP XPO sont envoyées pour élimination à la SARL AEOS VISSERIAS à Fontenay/Orne – Le Bourg (02 33 67 16 31).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet